***FORMULAIRE DE DEMANDE***

***AVIS POUR LA SÉLECTION DES ENTREPRISES POUR L'ACCÈS AU PARCOURS***

***DE SOUTIEN “NEST4ESG PROGRAMME”***

Je, soussigné :

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de famille : | Nom : |
| Numéro SIREN : | |
| Téléphone : | |
| Adresse Email : | |

*En tant que :*

Propriétaire/représentant légal de la société

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Désignation : |  | |
| Numéro SIREN : |  | |
| Ayant son siège légal à | (Rue/Place) | |
| Commun : | Province : | Code ZIP : |
| Ayant son siège opérationnel à | (Rue/Place) | |
| Commun : | Province : | Code ZIP : |
| Constitué le | | |
| Code APE (NAF) : | | |
| E-mail : | | |
| Site web : | | |

**DEMANDE**

***POUR ÊTRE ADMIS DANS LE PARCOURS DE SOUTIEN* *“NEST4ESG PROGRAMME”***

Conformément aux articles 46 et 47 du Décret du Président de la République (D.P.R.) n° 445/2000, conscient(e) des sanctions pénales prévues par l'article 76 du D.P.R. n°445/2000, en cas de fausses déclarations, le/la soussigné(e) :

**DÉCLARE**

* avoir pris connaissance de l'appel à candidatures et en accepter toutes les conditions ;
* être une micro, petite ou moyenne entreprise (MPME) au sens de la Directive 2013/34/UE et ses modifications ultérieures ;
* avoir son siège social et/ou opérationnel dans les territoires et régions partenaires du Programme Interreg Italie-France Maritime 2021-2027 ;
* être actif/active et régulièrement inscrit(e) au Registre des Entreprises compétent ;
* opérer dans les filières prioritaires transfrontalières de la Green & Blue Economy et/ou dans un des domaines/secteurs qui y sont liés ;
* ne pas être soumis(e) à des procédures de concours (administration contrôlée, extraordinaire sans poursuite de l'activité, concordat préventif, faillite ou liquidation) ;
* être en règle avec les obligations en matière de prévoyance et de cotisations sociales ;
* ne pas avoir reçu et par la suite ne pas avoir remboursé ou déposé sur un compte bloqué des aides identifiées comme illégales ou incompatibles par la Commission Européenne ;
* ne pas avoir de représentants légaux, administrateurs ou directeurs condamnés, sauf réhabilitation, par un jugement définitif, pour des délits contre l'administration publique et contre la foi publique ;
* ne pas avoir de contestations quant à la véracité des déclarations faites lors de la présentation de la demande;
* s'engager à participer aux activités du programme NEST4ESG selon les modalités et les délais qui seront communiqués ;
* être conscient(e) que les responsabilités, y compris pénales, du contenu du matériel fourni, aux fins de la participation à l'initiative régie par le présent appel à candidatures, sont à sa charge, dégageant dès à présent les partenaires du projet de toute réclamation de tiers.

**DÉCLARE**

*(à ne sélectionner que si vous êtes en possession des exigences indiquées)*

* être une entreprise féminine (article 7 de l’Avis)
* être une jeune entreprise (article 7 de l’Avis)

**Documents joints à la demande :**

* Plan de durabilité ESG
* Accusé de réception de la note d'information sur la confidentialité
* Déclaration De Minimis

Date ……………………………………………

**Signature** ……………………………

***PLAN POUR LA DURABILITÉ ESG DE L'ENTREPRISE***

***Description des initiatives de durabilité ESG déjà réalisées par l'entreprise ou en cours de définition***

Max 1000 caractères

***Comment les produits/services/solutions proposés par votre entreprise contribuent-ils au développement durable des chaînes de l'économie bleue et verte ?***

Max 1000 caractères

***L'entreprise a-t-elle déjà mis en œuvre des mesures d'auto-évaluation du niveau de durabilité de l'entreprise ?***

Max 1000 caractères

***L'entreprise possède-t-elle des certifications en matière de développement durable ? Lesquelles ?***

Max 1000 caractères

***NOTE D'INFORMATION SUR LA CONFIDENTIALITÉ CONFORMÉMENT AU RÈGLEMENT EUROPÉEN 2016/679***

### Politique de confidentialité pour les utilisateurs/participants ("Divulgation")

1. **Historique et données du responsable du traitement des données**

Cette note d'information est spécifique pour les sujets qui participent aux activités du projet "TURISICO" (ci-après le Projet) et aux sélections relatives tant pour l'admission aux services et la participation aux initiatives prévues par celui-ci, que pour l'assignation de services à l'intérieur du Projet. Le projet est géré par un partenariat composé de

***Lucca Innovazione e Tecnologia Srl*** (LIC), Coordinateur de projet, basée à in Corte Campana, 10, 55100 Lucca LU;

***Fondazione di partecipazione per l’Innovazione e lo Sviluppo Imprenditoriale*** (ISI), Partenaire du projet, basée à Via Turati 43-45, 56125 Pisa;

***Sardegna Ricerche*** (SR), Partenaire du projet, basée à Via Palabanda, 9, 09123 Cagliari;

***Chambre de Commerce et d’Industrie De Nice Côte d'Azur*** (CCINCA), Partenaire du projet basée à 20 Boulevard Carabacel, 06005 Nice Cedex 1, Francia;

***Chambre de Commerce et d’Industrie De Corse*** (CCIC), Partenaire du projet, basée à Hotel Consolare, Rue Nouveau Port, 20293 Bastia;

ci-après dénommés conjointement "partenaires".

### Responsable du traitement des données et personnes concernées

La Divulgation est fournie par les Partenaires, en tant que Contrôleurs conjoints des données, aux personnes intéressées à participer aux activités du Projet à des fins de transparence et de protection des données personnelles pertinentes traitées, conformément (a) au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et sur la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (" GDPR ") ainsi que (b) la législation nationale italienne applicable en matière de protection des données personnelles constituée du décret législatif 196/2003 et du décret législatif 101/2018 (" lois nationales sur la protection des données ").

Les personnes concernées par le traitement, qui fournissent leurs données personnelles par l'envoi de PEC/courrier et/ou l'inscription sur les formulaires en ligne préparés par les Partenaires par l'intermédiaire de prestataires de services en ligne et de gestion d'événements, sont les suivantes

1. les personnes, référents commerciaux et non commerciaux, qui fournissent leurs données personnelles afin de bénéficier des services offerts dans le cadre du projet et/ou de participer aux initiatives qu'il envisage ;
2. les individus, référents commerciaux et non commerciaux, qui fournissent leurs données personnelles pour participer aux sélections pour l'attribution de tâches visant à la prestation de services fournis par le Projet au nom des Partenaires et/ou pour participer aux initiatives qu'il prévoit.

### Avertissement

Les Partenaires exercent des activités de prestation de services de développement et d'innovation dans le domaine technologique en faveur des entreprises. Pour le traitement des données personnelles que chaque partenaire effectue dans le cadre de son propre objet social, veuillez-vous référer à la notice d'information complète publiée sur le site web de chaque partenaire.

### Autorisations de traitement interne

Les données sont traitées par des personnes autorisées, dûment formées, impliquées dans les activités de traitement concernées.

### Gestionnaires externes / détenteurs autonomes et copropriétaires - Bénéficiaires du traitement

Pour le compte des Partenaires (et sous réserve d'un accord spécifique), des consultants, agences, entreprises et sociétés fournissent des services dont l'exécution implique des opérations de traitement de données. Il s'agit notamment de fournisseurs de services en ligne et de gestion d'événements (tels que, par exemple,

Zoom© et/ou Google Moduli© et/ou Typeform©). Outre les sujets susmentionnés, les données peuvent être communiquées à des tiers qui agissent en tant que responsables autonomes du traitement, y compris, à titre d'exemple, les organismes/sujets publics. La société fournit des informations spécifiques concernant les destinataires à la demande de la personne concernée.

### Données personnelles traitées

Les données traitées sont des données communes, souvent uniquement des données d'identification, telles que, par exemple, le nom et le prénom des intéressés, la société, le numéro de TVA, le domicile légal et fiscal, les adresses physiques et téléphoniques complètes (également mobiles), le fax, le PEC et l'email, le code postal et, en général, les informations nécessaires pour permettre la participation aux initiatives réalisées dans le cadre du Projet.

Bien que les Partenaires, aux fins de la prestation de services, n'exigent pas le téléchargement d'images par les intéressés, cette possibilité est toutefois techniquement prévue, par conséquent les Partenaires peuvent également traiter les images fournies spontanément par les intéressés.

### Finalités du traitement et base juridique correspondante

Les Partenaires traitent les données aux fins et sur les bases juridiques connexes énoncées ci-dessous :

1. Permettre aux parties intéressées de demander à bénéficier des services fournis dans le cadre du projet et/ou de participer aux initiatives qu'il envisage, en envoyant une documentation contenant des données personnelles via PEC/mail et/ou en s'inscrivant sur les formulaires en ligne. Le traitement est nécessaire pour fournir correctement le service demandé et/ou pour permettre la participation à l'initiative demandée.
2. Envoyer des communications informatives, commerciales et promotionnelles, y compris la newsletter, aux adresses électroniques fournies par les intéressés, une fois qu'ils ont donné leur consentement exprès
3. Permettre aux parties intéressées de se porter candidates à l'attribution des services réalisés dans le cadre du projet, en envoyant une documentation contenant des données personnelles par PEC/mail et/ou en s'inscrivant sur les formulaires en ligne. Le traitement est nécessaire pour l'exécution du contrat et pour répondre aux demandes de l'intéressé de nature précontractuelle.

Le traitement est basé sur l'alternance :

* Sur consentement, jusqu'à révocation (Opt-out).
* Sur l'intérêt légitime de la société à effectuer du soft spam uniquement dans les cas où l'enregistrement par les parties intéressées a eu lieu.

### Durée de conservation des données

Données des personnes concernées qui :

* Envoyer de la documentation contenant des données personnelles via PEC / email et / ou s'inscrire sur les formulaires en ligne, sont conservés pour la durée du service fourni ou des relations contractuelles avec le partenaire qui a confié la tâche, puis supprimés dans les 6 mois après la fin de la relation.
* Participer aux activités et événements prévus par le projet sont conservés pendant le temps nécessaire pour gérer la participation de la personne concernée et pendant les six mois suivants.

Les conditions et critères de conservation mentionnés ci-dessus peuvent faire l'objet d'extensions/dérogations dans le cas où la conservation des données est nécessaire à des fins défensives, en cas de litige/controversation

Les données visées au point 7.b. (à l'exclusion du soft spam) et 7.c. sont stockées et traitées jusqu'à ce que le consentement soit révoqué.

### Fourniture facultative/obligatoire de données

La fourniture de données par les parties intéressées est nécessaire pour permettre aux partenaires de remplir leurs obligations contractuelles. Tout refus de fournir des données, en tout ou en partie, ne permettra pas à chaque partenaire de : (i) fournir les services demandés par les personnes concernées, (ii) répondre aux demandes éventuelles, (iii) permettre l'achat et la participation connexe à l'événement et (iv) l'attribution éventuelle de tâches.

### Transfert de données à l'étranger (hors UE)

Actuellement, il n'y a pas de transfert de données hors de l'UE pour ceux qui utilisent et s'inscrivent sur les formulaires en ligne, si le transfert devait avoir lieu dans des pays hors de l'UE, cela se fera, en tout cas, après vérification du respect des dispositions contenues dans les articles 44 et suivants du GDPR et....

un avis préalable concernant le pays tiers de destination des données et le mécanisme de sauvegarde en vertu des dispositions du GDPR.

En ce qui concerne les données collectées par la Société au moyen de prestataires externes de services en ligne, les Partenaires peuvent également avoir recours à des prestataires établis aux États-Unis, dans tous les cas sous réserve de la vérification de la conformité du traitement des données par ces entités aux articles 44 et suivants du GDPR.

### Droits

Les parties intéressées peuvent s'adresser à chaque Partenaire ou à tout gestionnaire externe pour exercer les droits prévus par les lois nationales sur la protection des données, telles qu'elles sont applicables, et par le GDPR (articles 15 et suivants), et, en particulier, pour accéder à leurs données personnelles, demander leur rectification et leur mise à jour ou leur suppression, leurs limitations, ainsi que pour demander leur portabilité, en envoyant une communication aux coordonnées des « partenaires » indiquées dans l'avis.

### Droit d'opposition

De la même manière que celle prévue ci-dessus, les personnes concernées peuvent s'opposer, en tout ou en partie, au traitement des données personnelles les concernant, lorsque la base juridique pertinente est l'intérêt légitime des Partenaires, conformément et aux fins des dispositions de l'article 21 du GDPR.

### Plainte

Toute personne concernée qui considère que le traitement des données la concernant est en violation du RGPD, conformément à l'article 77 du RGPD, peut déposer une plainte auprès d'une autorité de contrôle où la personne concernée réside ou travaille habituellement ou auprès d'une autorité de contrôle où la violation présumée des données s'est produite.

### Retrait du consentement

L'exercice de l'Opt-out (révocation du consentement), par les intéressés, concernant l'utilisation de leur adresse électronique pour l'envoi de communications électroniques, peut avoir lieu à tout moment par les intéressés et entraînera la cessation de l'envoi de toute communication.

Lieu et date

Signature pour l'accusé de réception

***ATTESTATION SUR L'HONNEUR***

Le/la soussigné/e \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, né/e à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ C.F.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à titre de représentant légale de l’entreprise :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_SIRET\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Siège social \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, Ville \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Dept. \_\_\_\_\_\_;

sur l'honneur et prenant connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation, ainsi que de la perte du bénéfice obtenu, qui serait éventuellement du à la décision adoptée sur la base de la fausse attestation,

**DEMANDE**

que la contribution demandée, au titre du Programme de Coopération Italie-France "Maritime" 2021-2027 dans le cadre du projet : **NEST4ESG** soit accordé en régime "de minimis", conformément au règlement (UE) 2023/2831 de la Commission du 13.12.2023 concernant à l’application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne aux aides "de minimis"

je déclare avoir pris connaissance du fait que le montant du financement pourra être réajusté à l’issue de la vérification du respect des conditions prévues par le règlement relatif à l’octroi des aides ;

si requis par l’Autorité de Gestion, je m’engage à soumettre toute la documentation jugée nécessaire afin de vérifier les déclarations signées

je m’engage également à informer rapidement l’Autorité de gestion si les conditions initiales devaient subir des modifications ultérieures par rapport à la présente déclaration ;

je suis également conscient des sanctions prévues en cas de déclarations mensongères, ainsi que de l’obligation de rembourser sans délai la contribution reçue à tort majorée des intérêts.

***Aux fins du contrôle du cumul des aides, je fournis les déclarations visées aux points 1) à 4) :***

**1) Relations existantes avec d’autres entreprises susceptibles de constituer une "entreprise unique"**

**JE DÉCLARE (cette déclaration doit être remplie par les entreprises italiennes et françaises):,**

* qu’il est conscient que les entreprises qui entretiennent une des relations visées à l’article 2, paragraphe 2, du règlement (UE) 2023/2831 précité sont considérées comme "entreprise unique";

et

* qu’il est conscient que les entreprises qui entretiennent une des relations visées à l’article 2, paragraphe 2, du règlement (UE) 2023/2831 précité sont considérées comme "entreprise unique";

et

* que l’entreprise dont il est le représentant légal et pour laquelle il demande l’octroi d’aides de minimis n’a pas avec d’autres entreprises des relations visées à l’article 2, paragraphe 2, du règlement (UE) 2023/2831 précité et qu’elle constitue donc elle-même une "entreprise unique";

*à savoir*

* que l’entreprise dont il est le représentant légal et pour laquelle il demande l’octroi d’aides de minimis a des relations visées à l’article 2, paragraphe 2, du règlement (UE) 2023/2831 précité avec les entreprises suivantes:

*(Indiquer la raison sociale, les données personnelles, le SIRET et le numéro de TVA)*

...............................................................................................................................................................;

...............................................................................................................................................................;

...............................................................................................................................................................;

...............................................................................................................................................................;

***2) Aides de minimis accordées à la même "entreprise unique"***

***JE DÉCLARE (cette déclaration doit être faite par les seules entreprises françaises)***

* qu’aucune "aide de minimis" n’a été accordée au cours des trois années précédentes à l’entreprise unique dont fait partie l’entreprise qui présente la demande de concours, compte tenu également d’éventuelles situations de fusions, acquisitions et scissions[[1]](#footnote-1) d’entreprises;

*à savoir*

* que, au cours des trois années précédentes, compte tenu également d’éventuelles situations de fusions, acquisitions et scissions d’entreprises, les aides suivantes "de minimis" ont été octroyées à l’entreprise unique dont fait partie l’entreprise qui présente la demande de concours :

*indiquer dans les lignes suivantes ou dans une annexe appropriée les données suivantes : nom de l’entreprise bénéficiaire, SIRET et numéro de TVA, montant en euros exprimé en équivalent-subvention brut de l’aide (ESB), l’administration accordant, la date de concession, les références de l’acte de concession et la référence réglementaire de concession, le règlement de minimis sur la base duquel l’aide a été octroyée]*

...............................................................................................................................................................;

...............................................................................................................................................................;

...............................................................................................................................................................;

***3) Processus d’acquisition/ fusion et scission***

***JE DÉCLARE, (cette déclaration doit être remplie uniquement par les entreprises italiennes)***

* il n’y a pas eu de processus d’acquisition/fusion[[2]](#footnote-2),

*ou*

* qu’il y a eu des processus d’acquisition/de fusion et que, avant la fusion ou l’acquisition, les aides de minimis suivantes ont été accordées - à chacune des entreprises participant à la fusion ou à l’acquisition, au cours des trois années précédentes :

[*indiquer dans les lignes suivantes ou dans une annexe appropriée les données suivantes : nom de l’entreprise bénéficiaire, SIRET et numéro de TVA, montant en euros exprimé en équivalent-subvention brut de l’aide (ESB), l’administration accordant, la date de concession, les références de l’acte de concession et la référence réglementaire de concession, le règlement de minimis de référence pour l’aideoctroyée]*

...............................................................................................................................................................;

...............................................................................................................................................................;

...............................................................................................................................................................;

* il n’y a pas eu de processus de scission[[3]](#footnote-3)

*ou*

* qu’il y a eu des processus de scission, et que le montant des aides «de minimis» octroyées à l’entreprise scindée avant la scission, au cours des trois années précédentes, et allouées/attribuées[[4]](#footnote-4) à l’entreprise visée par la présente déclaration est le suivant:

*[indiquer dans les lignes suivantes ou dans une annexe appropriée les données suivantes : nom de l’entreprise bénéficiaire, SIRET et numéro de TVA, montant en euros exprimé en équivalent-subvention brut de l’aide (ESB), l’administration accordant, la date de concession, les références de l’acte de concession et la référence réglementaire de concession, le règlement de minimis de reference pour l’aide octroyée]*

...............................................................................................................................................................;

...............................................................................................................................................................;

...............................................................................................................................................................;

***4) Cumul avec d’autres avantages constituant des aides d’État***

***JE DÉCLARE (cette déclaration doit être faite par les entreprises italiennes et françaises)***

* conformément à l’art. du nommé règlement (UE) 2023/2831 sopra citato:
* qu’il n’a pas bénéficié d’aides d’État pour les mêmes coûts éligibles faisant l’objet de la demande de contributuion;

*à savoir*

* que pour les mêmes coûts éligibles qui font l’objet de la demande de concours, il a reçu les aides d’État suivantes:

*[indiquer dans les lignes suivantes ou dans une annexe spécifique les données suivantes : montant en euros exprimé en équivalent-subvention brut de l’aide et en pourcentage d’intensité sur les coûts éligibles, l’administration accordant, la date d’octroi, les références de l’acte de concession et la référence réglementaire de concession, le règlement ou tout autre acte de l’Union européenne sur la base duquel la légalité de la concession a été garantie*]

.............................................................................................................................................................;

.............................................................................................................................................................;

Signature

……………………………………………………………………………

*(signature électronique sur .pdf ou alternativement signature manuscrite avec copie jointe de la pièce d'identité du signataire)*

1. V. art. 3, paragr. 8 et 9 du règlement (UE) 2023/2831. [↑](#footnote-ref-1)
2. V. art. 3, paragr. 8 du règlement (UE) 2023/2831. [↑](#footnote-ref-2)
3. V. art. 3, par. 9 du règlement (UE) 2023/2831. [↑](#footnote-ref-3)
4. V. art. 3, par. 9 du règlement (UE) 2023/2831. [↑](#footnote-ref-4)